



**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

PWGSC/TPSGC Acquisitions Bid
Receiving/Réception des Soumissions
126 Prince William Street/
126, rue Prince William
Suite 14B
Saint John
New Brunswick
E2L 2B6
Bid Fax: (506) 636-4376

**SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Toutes questions doivent être soumise par écrit à l'agente de contrat, Janine Donovan: Courriel - janine.donovan@tpsgc.gc.ca

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Saint John, NB (STJ)
126 Prince William Street/
126, rue Prince William
Suite 14B
Saint John
New Bruns
E2L 2B6

Title - Sujet Services de réadaptation	
Solicitation No. - N° de l'invitation 51019-184018/B	Amendment No. - N° modif. 010
Client Reference No. - N° de référence du client 51019-184018	Date 2020-10-19
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$STJ-002-4508	
File No. - N° de dossier STJ-8-41048 (002)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2020-10-21	Time Zone Fuseau horaire Atlantic Daylight Saving Time ADT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Donovan (STJ), Janine E.	Buyer Id - Id de l'acheteur stj002
Telephone No. - N° de téléphone (506) 639-0215 ()	FAX No. - N° de FAX (506) 636-4376
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Modification de l'invitation

Titre : Programme de services de réadaptation et d'assistance professionnelle

Modification de l'invitation n° **010**

La présente invitation à soumissionner est modifiée afin de fournir les questions et les réponses suivantes :

- Q107 : Référence : Annexe G – Critères techniques obligatoires, définition du terme « soumissionnaire ». Concernant l'expérience en entreprise mentionnée aux exigences obligatoires (O1, O2 et O3), pouvez-vous confirmer que l'expérience des entités mères immédiates et intermédiaires d'une nouvelle entité peut être utilisée pour répondre à ces exigences?**
- R107 :** Non. Le soumissionnaire ne peut utiliser l'expérience d'entités mères immédiates et intermédiaires d'une nouvelle entité pour répondre aux exigences relatives à l'expérience. Veuillez consulter la définition de « soumissionnaire » à la section 4 du Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) de 2003 :
<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/1/2003/25#definition-de-soumissionnaire>.
- Q108 : Bon nombre d'importantes sociétés sont divisées en plusieurs entreprises affiliées pour diverses raisons légales et comptables. Ces entreprises travaillent toutefois ensemble de manière transparente et efficace pour offrir des services à leurs clients. Anciens Combattants Canada (ACC) accepterait-il l'expérience combinée d'un tel groupe d'entreprises affiliées si leur propriété est commune et qu'une seule entreprise du groupe présente une soumission?**
- R108 :** Oui. Un soumissionnaire peut présenter une soumission fondée sur l'expérience combinée d'entreprises affiliées si la définition d'un soumissionnaire est respectée. Veuillez consulter la définition du terme « soumissionnaire » :
<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/1/2003/25#definition-de-soumissionnaire>.
- Q109 : ACC pourrait-il envisager de réévaluer la façon dont il calculera l'expérience des entreprises affiliées? Si un groupe d'entreprises souhaite soumissionner à l'éventuelle demande de propositions (DP), pourquoi ACC accepterait-il l'expérience de toutes les entreprises faisant partie d'une coentreprise, mais pas celle d'entreprises affiliées en propriété commune d'un groupe d'entreprises ou celle de sous-traitants?**
- R109 :** Non. ACC et Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) n'envisageront pas de réévaluer la façon dont le calcul de l'expérience des entreprises affiliées sera effectué. Les entreprises soumissionnaires doivent avoir l'expertise, les connaissances et les autres ressources nécessaires au sein d'une seule entreprise commerciale conjointe pour fournir les services décrits dans l'énoncé des travaux. En outre, seules les entreprises au contrat seront tenues responsables par le Canada de l'exécution des services.
- Q110 : Référence : modification 005 de la DP provisoire, question et réponse 31. ACC expliquera-t-il plus en détail ce qu'il entend par « expérience pertinente d'une entreprise commune »? Cela fait-il référence à l'expérience des entités individuelles d'une entreprise commune ou uniquement à l'expérience acquise alors que l'entreprise commune était en activité?**

R110 : L'expression « expérience pertinente d'une entreprise commune » fait référence à l'expérience des entités individuelles d'une entreprise commune.

Q111 : **Puisque la période de commentaires pour la DP provisoire actuelle est sur le point de se terminer, veuillez indiquer si ACC envisage de prolonger la période de commentaires afin qu'il soit possible de soumettre des questions de suivi concernant toute réponse aux questions qui seront affichées dans les modifications à venir.**

R111 : La date de clôture de la DP provisoire a été fixée au 21 octobre 2020. Il est possible de soumettre des commentaires et des questions jusqu'à cette date. Une fois la DP définitive publiée, vous pourrez poser des questions et demander des clarifications conformément à la section 2.4, Demandes de renseignements – en période de soumission.

Q112 : **Comment ACC prévoit-il intégrer les commentaires et les renseignements relatifs à la DP provisoire dans la version définitive de la DP?**

R112 : Une annexe avec l'ensemble des questions, des réponses, des renseignements supplémentaires et des précisions sera jointe à la DP définitive.

Q113 : **Référence : Énoncé des travaux, annexe 3 – Ressources de l'entrepreneur, ressources opérationnelles énumérées. Les ressources énumérées sont-elles obligatoires ou suggérées pour la solution de prestation de services proposée? De plus, les ressources opérationnelles présentées doivent-elles correspondre à des postes ou à des fonctions?**

R113 : Les ressources et les exigences connexes mentionnées à la section sur la mise en œuvre et les périodes contractuelles de l'annexe 3 de l'énoncé des travaux sont obligatoires pour l'exécution du contrat. La liste fournie à la section sur les ressources générales comprend des postes qui pourraient être requis, mais elle n'est pas exhaustive. Les postes et ressources sont indiqués pour donner une orientation quant aux qualifications minimales requises pour chaque poste.

Q114 : **Référence : Annexe B – Base de paiement, section 1.2, Services et intervention – Professionnels des services de réadaptation (PSR). L'élément « Évaluation médicale » varie considérablement en termes de complexité, de ressources et de temps. Pour ces raisons, nous demandons à ce que l'élément « évaluation médicale » soit ventilé en catégories précises.**

R114 : En raison de la complexité des évaluations médicales, cet élément sera retiré de la base de paiement dans la DP définitive, et ce, uniquement aux fins d'évaluation. Lors de l'attribution du contrat, ACC collaborera avec l'entrepreneur retenu afin de déterminer les frais appropriés pour les évaluations médicales.

Q115 : **Référence : Annexe G – Critères techniques obligatoires, exigences obligatoires O1 et O2, nombre minimal de personnes et durée de prestation des services. La DP exige la présentation d'une lettre de recommandation d'UNE entreprise cliente. Doit-on comprendre que le soumissionnaire doit avoir travaillé avec une seule entreprise pendant 3 ou 5 années consécutives et avoir offert des services à au moins 500 ou 1 500 personnes par an pour cette SEULE entreprise? Il s'agirait d'un facteur limitatif, à moins que l'exigence puisse être répartie entre plusieurs entreprises et tous les soumissionnaires d'une entreprise commune. Si nous présentons une soumission en tant qu'entreprise commune, ACC accepterait-il l'expérience cumulée de tous les partenaires (par exemple, le soumissionnaire offre des services à plus de 1 500 personnes par an, mais pas pour une seule entreprise)?**

R115 : Les exigences obligatoires O1 et O2 ont été mises à jour dans l'annexe G – Critères techniques obligatoires.

Q116 : **Référence : Annexe G – Critères techniques obligatoires, exigences obligatoires O1 c) et O2 c), « participants uniques ». Nous interprétons cette exigence comme le nombre total de clients ou de participants individuels. ACC envisagerait-il de prendre aussi en compte le nombre total de clients individuels et le nombre de services fournis à un client individuel? En règle générale, un client peut recevoir plusieurs évaluations et traitements par l'intermédiaire de divers secteurs de service, ce qui démontre encore plus la capacité du prestataire de services à gérer une quantité importante de clients.**

R116 : ACC n'acceptera pas le nombre total de clients individuels ni le nombre de services fournis à un client individuel. Les exigences obligatoires O1 et O2 seront modifiées dans l'annexe G, Critères d'évaluation, afin de permettre au soumissionnaire d'inscrire plusieurs contrats distincts réalisés au sein d'une coentreprise aux fins de démonstration de son expérience en entreprise.

Q117 : **Référence : Annexe G – Critères techniques obligatoires, exigences obligatoires O2 – Expérience en entreprise de la prestation de services de réadaptation professionnelle. L'expérience pertinente devrait être définie de façon plus précise en ce qui concerne les services proposés.**

R117 : Les exigences obligatoires O1 et O2 seront modifiées dans l'annexe G, Critères d'évaluation.

Q118 : **Référence : Annexe G – Critères techniques obligatoires, exigences obligatoires O3. Est-il possible de réduire le nombre minimal de 500 000 transactions, puisque l'exigence indique que l'expérience doit être acquise au sein d'une seule entreprise cliente?**

R118 : L'exigence obligatoire O3 a été mise à jour dans l'annexe G, Critères techniques obligatoires.

Q119 : **Référence : Annexe G – Critères techniques obligatoires, exigence E1 – Prestation de services (approche), « réadaptation médicale, psychosociale et professionnelle ». Pouvez-vous confirmer la portée des services de gestion des cas en définissant les rôles des décideurs ou des gestionnaires de cas d'ACC? Pouvez-vous aussi confirmer les critères liés à l'aiguillage et à la sélection (ou au refus) des participants pour les services?**

R119 : Comme il est mentionné à la section 2.6.4 de l'énoncé des travaux, le décideur d'ACC peut être un gestionnaire de cas d'ACC, un agent des services aux vétérans ou un autre employé d'ACC délégué qui sera déterminé par ACC selon les circonstances, y compris, mais sans s'y limiter, l'évaluation des risques, la complexité et le pouvoir délégué. ACC affectera un (1) décideur principal d'ACC à chaque participant. Les rôles et responsabilités du décideur d'ACC sont définis à la section 2.6.10 de l'annexe A, Énoncé des travaux. Tous les nouveaux participants dont la participation au Programme a été approuvée par ACC seront aiguillés vers l'entrepreneur. Un plan de transition pour les participants actuels sera établi au cas par cas après évaluation. ACC collaborera avec l'entrepreneur pendant la phase de mise en œuvre du contrat afin d'achever un plan de transition pour les participants actuels.

Q120 : **Quelle relation l'entrepreneur doit-il entretenir avec le centre d'excellence virtuel d'ACC?**

R120 : À l'heure actuelle, ACC ne s'attend pas à ce que l'entrepreneur ait un lien avec le Centre d'excellence sur la douleur chronique. Les cliniques associées avec le Centre d'excellence sur la douleur chronique ne sont pas officiellement liées à ACC et elles sont traitées de la même manière que toute clinique offrant des services aux vétérans. Le Centre d'excellence sur la douleur chronique établit des relations avec diverses cliniques pour chercher les meilleurs traitements possible à la douleur chronique au Canada.

Q121 : Puisque l'entrepreneur doit indiquer toutes les ressources requises durant la période opérationnelle, veuillez définir ce que l'on entend par « des ressources, des réunions et du matériel » pour cette période. En outre, le point 3.3.3.2 de l'article 3.3.3, Programme de réadaptation – Processus d'admission, indique que l'entrevue d'admission du participant doit être réalisée en personne. Pourrait-on alors considérer les dépenses associées au bureau de l'entrepreneur comme des ressources requises durant la période opérationnelle?

R121 : Pour les opérations du contrat, ACC et SPAC s'attendent à recevoir des montants fermes tout compris incluant tous les coûts associés aux opérations de l'entrepreneur, ce qui par extension comprend les dépenses relatives à son bureau (ressources, réunion et documents). La base de paiement sera mise à jour en conséquence.

Q122 : Référence : Annexe B – Base de paiement. Veuillez préciser si les frais fixes pour les éléments « Activités d'employabilité », « Préparation à la recherche d'emplois » et « Recherche d'emploi active » à la section 1.2 de la base de paiement comprennent la présentation des mises à jour sur les progrès réalisés au spécialiste des services de réadaptation (SSR) durant ces trois phases.

R122 : Les frais fixes doivent comprendre toutes les tâches et inclure les mises à jour sur les progrès pour tous les services et interventions effectués par le professionnel des services de réadaptation (PSR).

Q123 : Référence : Annexe B – Base de paiement. Comme le temps consacré par les participants aux activités d'employabilité peut varier entre un mois et plusieurs années, selon les besoins, ACC envisagerait-il d'ajouter ce service à la liste des interventions à tarif horaire? Si ce service doit être offert à un tarif fixe, comme le prévoit actuellement la DP, veuillez préciser si l'entrepreneur ne doit facturer ce service qu'à la fin de la période associée aux activités d'employabilité, ou si des versements pourraient être effectués pour les participants dont les activités d'employabilité s'échelonnent sur plusieurs années.

R123 : La base de paiement sera mise à jour afin d'inclure ces services d'intervention à un tarif horaire.

Q124 : Référence : Annexe A – Énoncé des travaux, article 3.3.3.2. Veuillez préciser si l'entrevue d'admission en personne doit avoir lieu au domicile du participant, ou si elle peut se dérouler dans les locaux de l'entrepreneur ou dans un autre endroit approprié de la communauté.

R124 : L'entrevue d'admission peut être réalisée en personne ou virtuellement. En personne, l'entrevue peut avoir lieu au domicile du participant, dans les locaux de l'entrepreneur ou dans un autre endroit approprié, convenu entre le SSR et le participant. Les critères servant à déterminer un endroit approprié seront définis durant la phase de mise en œuvre du contrat.

Q125 : Référence : Annexe G – Critères techniques obligatoires, Exigence obligatoire O1 – Expérience en entreprise de la prestation de services de réadaptation médicale et psychosociale. Ce critère technique indique que le soumissionnaire doit démontrer une expérience récente de la prestation d'une combinaison de services de réadaptation médicale ou psychosociale. Pour faire cette preuve, le soumissionnaire doit décrire son expérience dans la prestation de services de réadaptation médicale et psychosociale à un minimum combiné de 1 500 personnes par an, sur un minimum de cinq (5) années consécutives au cours des huit (8) dernières années. Le soumissionnaire doit fournir une lettre de recommandation d'une entreprise cliente, qui comprend, au minimum, une confirmation du fait que les services fournis concernaient la réadaptation médicale et psychosociale. Afin de nous permettre de répondre adéquatement au critère technique O1, veuillez préciser si un soumissionnaire peut présenter une combinaison d'expériences

parmi plusieurs partenaires d'une coentreprise, avec plus d'une lettre de recommandation attestant l'expérience requise dans la prestation de services de réadaptation médicale et psychosociale (combinés ou séparés) à un minimum de 1 500 personnes par an, sur un minimum de cinq (5) années consécutives au cours des huit (8) dernières années.

R125 : Les exigences obligatoires O1 et O2 seront modifiées dans l'annexe G – Critères d'évaluation.

Q126 : **Référence : Annexe B – Base de paiement, articles 1.2, Services et intervention – Professionnels des services de réadaptation (PSR), et 1.3, Services et interventions des professionnels des services de réadaptation (PSR). Afin d'obtenir une tarification précise, veuillez indiquer les limites géographiques (p. ex., les provinces) des régions identifiées (Atlantique, Centre, Nord, Ouest et Pacifique).**

R126 : Les articles 1.2 et 1.3 de la base de paiement seront modifiés de manière à refléter une répartition par province dans la DP définitive.

Q127 : **Référence : Annexe A – Énoncé des travaux. ACC peut-il préciser les exigences en matière de formation ou de qualification pour le formateur en milieu de travail (énoncé des travaux 3.4.4.5)? Elles ne sont pas mentionnées à l'annexe 3, Ressources de l'entrepreneur.**

R127 : Pour les participants canadiens du programme de réadaptation, ACC exige que les personnes qui fournissent des services de réadaptation professionnelle détiennent un titre de professionnel agréé des services de réadaptation (Certified Vocational Rehabilitation Professionals ou CVRP). Pour tout participant résidant à l'extérieur du Canada, l'entrepreneur devra faire correspondre les titres de compétence des professionnels des services de réadaptation professionnelle pour qu'ils se rapprochent autant que possible du titre de CVRP. Dans le cadre d'un plan de formation professionnelle, le perfectionnement d'emploi peut être assuré par un professionnel titulaire d'un certificat ou d'un diplôme dans le domaine des affaires, des ventes et du marketing ou des ressources humaines, sous la supervision d'une personne détenant le titre de CVRP.

Q128 : **Référence : Annexe A – Énoncé des travaux, article 5.7.1.6, Plans et matériel de communication. Veuillez confirmer si un baccalauréat en traduction constitue une qualification acceptable pour le spécialiste des langues agréé.**

R128 : L'article 5.7.1.6 de l'énoncé des travaux et l'annexe 3 seront modifiés afin de définir les exigences relatives au spécialiste des langues agréé.

Q129 : **Référence : Annexe A – Énoncé des travaux, article 5.7.1.6, Plans et matériel de communication. Veuillez préciser si l'entrepreneur doit avoir un deuxième spécialiste des langues agréé au sein de son personnel, ou si un spécialiste d'ACC peut agir à titre de deuxième réviseur.**

R129 : L'entrepreneur doit prendre en charge la deuxième révision : ACC ne prendra pas en charge la réalisation de la deuxième révision.

Q130 : **Référence : Annexe B – Base de paiement. En ce qui concerne la base de paiement 1.3 relative aux honoraires des services de physiothérapie et de chiropratique, ACC accepterait-il qu'un tarif à la séance soit proposé (norme de l'industrie) au lieu d'un tarif à l'heure?**

R130 : Oui, la base de paiement sera mise à jour afin de refléter les tarifs à la séance.

Q131 : **Référence : Annexe B – Base de paiement. Les évaluations médicales doivent-elles être effectuées par un médecin indépendant ou par le médecin traitant?**

R131 : Les évaluations médicales comprennent des évaluations effectuées par des médecins indépendants et/ou des médecins traitants, selon les besoins des participants.

Q132 : **Référence : Annexe B – Base de paiement. Quelles sont les disciplines requises prévues dans le cadre du programme d'évaluation multidisciplinaire des patients hospitalisés et des patients externes?**

R132 : ACC exige que les évaluations multidisciplinaires des patients hospitalisés et des patients externes soient effectuées par des professionnels de la santé détenant un titre approprié, notamment l'un des titres suivants : infirmière autorisée, physiothérapeute agréé, infirmière psychiatrique autorisée, travailleur social autorisé, ergothérapeute autorisé, conseiller autorisé et autres professionnels de la santé réglementés, inscrits auprès de l'organisme de réglementation approprié et approuvés par ACC.

Q133 : **Référence : Annexe A – Énoncé des travaux, annexe 3 – Ressources de l'entrepreneur. Les exigences en matière de ressources relatives aux SSR indiquent que chaque SSR doit détenir et conserver l'un (1) des titres valides suivants, selon leur rôle dans le domaine médical et psychosocial, et dans le domaine des services de réadaptation professionnelle (un titre de professionnel de la santé valide). Veuillez préciser quels titres de professionnel de la santé seraient acceptables pour le rôle de SSR.**

R133 : ACC exige que chaque SSR détienne et conserve un titre applicable à son rôle de prestataire de services médicaux et psychosociaux et de services de réadaptation professionnelle. Cela comprend notamment les titres de professionnel de la santé suivants : infirmière autorisée, physiothérapeute agréé, infirmière psychiatrique autorisée, travailleur social autorisé, ergothérapeute autorisé, conseiller autorisé et autres professionnels de la santé réglementés, inscrits auprès de l'organisme de réglementation approprié et approuvés par ACC.

Q134 : **Référence : Annexe A – Énoncé des travaux, article 6.9.5.3. L'entrepreneur doit axer les activités d'assurance de la qualité sur la conformité avec les normes professionnelles de soins, les licences des administrations et l'accréditation pour les programmes, les services et les installations de santé, les processus opérationnels établis et les exigences des normes de service d'ACC, dont le respect des exigences en matière de vie privée (voir aussi le tableau 5 et la section 7.12 de l'énoncé des travaux). Veuillez fournir des précisions sur cette exigence en matière de contrôle de la qualité.**

R134 : L'énoncé des travaux sera mis à jour pour préciser les exigences d'ACC en matière de gestion de la qualité (y compris le contrôle de la qualité et l'assurance de la qualité) à la section 6.10.

Toutes les autres modalités du document d'invitation à soumissionner demeurent inchangées.

Toute demande de renseignements concernant cette modification doit être adressée à :

Nom : Janine Donovan
Téléphone : 506-639-0215
Courriel : janine.donovan@tpsgc-pwgsc.gc.ca